

"Solo el pueblo salva al pueblo"

Après le séisme au Venezuela, appel unitaire pour une solidarité indépendante de l'impérialisme US et de son protectorat autoritaire

La nouvelle urgence humanitaire causée par le double séisme qui a dévasté les villes et bourgs du littoral central du Venezuela le 24 juin dernier appelle toute notre solidarité. Une solidarité inconditionnelle avec des milliers de familles meurtries, en particulier des classes populaires, les plus vulnérables face aux catastrophes dites naturelles ; endeuillées ou sans nouvelles de proches ensevelis sous les décombres ; sans-abri et exposées aux prédateurs en tout genre, notamment les enfants et mineur·es devenu·es orphelin·es. Mais une solidarité lucide aussi, sur la situation politique et économique qui prévalait à la veille du séisme et en démultiplie les dommages matériels et moraux, sur les responsabilités nationales et internationales et sur les conditions d'une aide effective de l'extérieur.

Les Vénézuélien·nes ont subi depuis une dizaine d'années une crise économique inouïe, marquée par une urgence alimentaire et sanitaire aggravée par les embargos économiques des États-Unis, qui a plongé une majorité d'entre elles-eux sous le seuil de pauvreté et a poussé un quart de la population sur les routes de l'exil. À cela s'est ajouté un État d'exception prolongé et une répression politique et sociale croissante : homicides de manifestant·es ; détentions massives, tortures et condamnations iniques d'opposant·es politiques, syndicaux et associatifs comme de protestataires et citoyen·nes lambda ; exécutions sommaires dans les quartiers populaires au nom de la lutte contre la criminalité. En 2024, face à un État de plus en plus prédateur, le peuple a massivement voté contre un troisième mandat de Nicolás Maduro, qui a utilisé la terreur pour se maintenir au pouvoir. Enfin, en janvier dernier, Donald Trump a ordonné les bombes de l'US Army et l'enlèvement de Maduro pour mettre l'ex-vice-présidente Delcy Rodríguez à la tête d'un protectorat. Malgré une amnistie partielle et une reprise des protestations sociales, un demi-millier de citoyen·nes – parmi lesquelles nombre de syndicalistes – restent emprisonné·es pour motifs politiques dans des conditions indignes.

C'est dans ce contexte d'incurie et de prédation étatique et impérialiste débridées que, le 24 juin, la terre a tremblé deux fois avec une violence rare (7,2 et 7,5 sur l'échelle de Richter). Cette catastrophe a suscité un élan massif de solidarité et de dignité dans la population, qui a pris en charge elle-même les premiers secours aux côtés des rares structures de base existantes (pompiers, sécurité civile...) et malgré l'absence quasi totale d'outils adéquats : déblaiements et excavations à mains nues, souvent à la lueur des lampes de téléphones portables. Des collectes de dons et de matériel nécessaire ont été organisées partout dans le pays et en lien avec la diaspora.

Le Collectif de solidarité internationale avec le peuple du Venezuela, fort de sa diversité et d'une connaissance plurielle du terrain, appelle à faire parvenir prioritairement les dons aux campagnes de collecte suivantes :

- avec [l'Union syndicale Solidaires](#) à destination du Comité national de Conflit – Travailleurs en Lutte (CNC-TL) ;

- avec [la Confédération générale du Travail](#) (CGT) et L'Avenir social, à destination de l'Alliance syndicale indépendante (ASI) et de la Centrale unitaire des Travailleurs du Venezuela (CUTV) ;
- avec l'ONG italienne [No One Out](#) et le courant vénézuélien Comunes, à destination de l'Association des employés administratifs de l'Université centrale du Venezuela.

Cette solidarité doit aller de pair avec une exigence de redémocratisation de la vie politique et sociale, loin des ingérences impérialistes, d'où qu'elles viennent. Elle accompagne les luttes de nos camarades sur place pour la levée totale des embargos économiques étatsuniens, la libération de tous·tes les prisonnier·es politiques et le rétablissement inconditionnel des droits et libertés fondamentales, et la mise en œuvre de procédures transparentes en vue de l'élection démocratique des autorités nationales au suffrage universel direct et du respect de la souveraineté populaire.

Paris, le 5 août 2026

Premières organisations signataires :

À Nous la Démocratie !, Arguments pour la Lutte sociale (Aplutsoc), Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité internationale (CEDETIM / IPAM), Collectif Correspondencia de Prensa, Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua, Confédération générale du Travail (CGT), Confédération paysanne, France Amérique latine, L'Alliance pour la République écologique et sociale, Les Écologistes, Les Verts populaires, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA-A), Réseau Bastille, Réseau coopératif de Gauche alternative, Union syndicale Solidaires.